

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 12 mars 2025

Nos réf. : SAU/OS/MT n° 25-131

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC ÉOLIEN FONTAINE-MÂCON 2 SASU**

Chemin du Pommier - 10400 FONTAINE-MÂCON

Code AIOT : 0005704512

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 février 2025 dans l'établissement Parc éolien FONTAINE-MÂCON 2 SASU implanté Chemin du Pommier - 10400 FONTAINE-MÂCON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du parc éolien exploité par la société AKUO ENERGY implanté sur la commune de FONTAINE-MÂCON.

Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc éolien FONTAINE-MÂCON 2 SASU
- Chemin du Pommier 10400 FONTAINE-MÂCON
- Code AIOT : 0005704512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien objet de la présente visite est composé de 4 mâts de 155m (VESTAS V100) de haut en bout de pale avec une puissance totale installée de 12MW. Il a été mis en service le 17 mai 2016.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
12	Article 6 – Biodiversité et paysage	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 6.1	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
4	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
6	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
8	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
9	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
10	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
11	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
13	Article 6 – Biodiversité et paysage	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne le parc FOMA 2, un suivi réalisé en 2016/2017 a révélé la présence de deux chiroptères morts au pied de l'aérogénérateur E9. Cependant, aucune mesure de bridage n'a été appliquée à cet aérogénérateur, cette mesure étant uniquement prescrite pour l'aérogénérateur E8. Sur le parc FOMA 1, la découverte de douze chauves-souris mortes a conduit à la proposition d'un suivi environnemental pour ce parc, accompagné d'une demande d'APC (arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires).

Étant donné la proximité géographique des deux parcs, une nouvelle demande d'APC est donc proposée pour mettre en place un suivi environnemental spécifique pour le parc FOMA 2, afin d'évaluer les impacts potentiels et, si nécessaire, d'envisager des mesures correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intrusion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. L'accès à l'intérieur de l'aérogénérateur (E10) est maintenu fermé à clefs, afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder à l'équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>➤ l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>➤ la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>➤ la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace</li></ul>
<b>Constats :</b> L'aérogénérateur (E10) n'est pas identifié par un numéro affiché sur son mât en raison de l'absence de panneau. Toutefois, les informations de sécurité sont présentes à l'intérieur de l'aérogénérateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Formation des personnels intervenants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>1. Formation du personnel :</b> Le personnel en charge du fonctionnement de l'installation est compétent et formé sur les risques accidentels mentionnés à la section 5 de l'arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Par courriel du 07 février 2025, l'exploitant a transmis les habilitations pour le personnel.</p> <p><b>2. Connaissance des procédures d'urgence et exercices :</b> Le personnel est familiarisé avec les procédures d'urgence et participe à des exercices d'entraînement à l'échelle de tous les parcs de la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON », y compris FOMA 1 et FOMA 2 (FONTAINE-MÂCON 1 et 2).</p> <p>L'exploitant indique que la gestion de crise est prise en charge par le service HSE et que des exercices sont régulièrement réalisés, mais aucune formalisation n'a pu être présentée lors de la visite</p> <p><b>3. Consignation des exercices, incidents, retours d'expérience et mesures correctives :</b> L'exploitant précise que des exercices sont réalisés à l'échelle de l'ensemble des parcs détenus par la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON », y compris les parcs FOMA 1 et FOMA 2.</p> <p>Les retours d'expérience issus de ces exercices sont pris en compte.</p> <p>La gestion des incidents et la mise en œuvre des mesures correctives sont bien assurées, toutefois, ces éléments n'ont pas encore été formalisés dans un registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection par sondage sur l'aérogénérateur E10, il a été constaté que l'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Brides de fixations
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant confie les contrôles des équipements de sécurité au turbinier, qui les réalise lors des opérations de maintenance semestrielles (une maintenance « annuelle » et une « semi-annuelle »). Ainsi, la fréquence des contrôles est respectée. Cependant, il ne disposait pas des informations détaillées (rapports de contrôles, fiches de constats...) sur la maintenance réalisée par ce dernier, notamment pour des équipements tels que le gearbox (boîte de vitesse). Afin de garantir la traçabilité complète de la maintenance des équipements de sécurité, l'exploitant peut obtenir ces informations. Cependant, il doit en faire la demande auprès du turbinier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 6 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les manuel d'entretien de l'installation (en anglais) ainsi que le rapport des opérations de maintenance. Concernant le registre de maintenance, l'exploitant peut obtenir instantanément, sur simple demande auprès du turbinier, toutes les informations relatives aux opérations effectuées, aux défaillances constatées, ainsi qu'aux actions préventives et correctives, assurant ainsi la traçabilité complète des opérations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 7 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une gestion adéquate des déchets, conformément à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant prend en charge les déchets pour le parc FOMA 2 (FONTAINE-MÂCON 2) et assure leur élimination. Par courriel du 07 février 2025, l'exploitant nous a transmis tous les bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour l'année 2024, indiquant que RECYDIS réceptionne les déchets, selon la traçabilité établie. Il a été évoqué lors de la visite la possibilité de mise en place de container à déchets à demeure sur site. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il s'agit d'un stockage non protégé avec présence de nombreux déchets, dont des déchets dangereux. Ainsi, cette modification est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. De plus, suivant les dimensions du stockage, une conformité aux règles d'urbanisme est nécessaire Enfin, aucun brûlage des déchets à l'air libre n'a été constaté lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>x les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>x les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>x les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>x les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>x le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>✓ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>✓ les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>✓ les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>✓ les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>✓ le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Astreintes sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"><li>• de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li><li>• de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que, sur la base de ces informations, lui-même ou toute personne formée peut, en cas de fonctionnement anormal (incendie, survitesse, etc.) : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence dans un délai de 60 minutes ;</li><li>• alerter les services d'urgence dans les 15 minutes suivant l'incident.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection réalisée par sondage, un contrôle a été effectué sur l'aérogénérateur E10. Il est équipé d'un extincteur au pied, dont la dernière vérification date d'août 2024. Ce contrôle est effectué chaque année, et l'extincteur est remplacé tous les 10 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que les aérogénérateurs sont équipés de <b>capteurs</b> permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales. Cependant, l'exploitant n'a pas précisé quelles informations spécifiques sont transmises par ces capteurs, mais il a indiqué que ces informations permettent de <b>déduire la présence de glace</b>.</p> <p>En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes.</p> <p>L'exploitant a également défini une procédure de redémarrage, incluse dans les consignes de sécurité, afin de prévenir la projection de glace.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Article 6 – Biodiversité et paysage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Aménagement des éoliennes :</u> Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, la plate-forme créée à la base de chaque éolienne est entretenue régulièrement et, le cas échéant, fauchée. <u>Restriction de fonctionnement - Cas de l'éolienne E8</u> Entre le 15 juillet et le 30 octobre, l'aérogénérateur n°2 (E8) est mis à l'arrêt durant les deux heures avant le lever du soleil et durant les deux heures après le coucher du soleil lorsque la vitesse du vent est inférieure à 5m/s à 40m de hauteur au-dessus du sol. A défaut d'un suivi de la vitesse de vent à 40m, un seuil de vitesse de vent à 5,7m/s à 100m de hauteur pourra également être considéré. Les périodes d'arrêt de l'aérogénérateur n°2 (E8) associées à cet alinéa sont tenues dans un registre. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Suivi environnemental chiroptères</u> L'exploitant met en place un suivi environnemental spécifique aux chiroptères au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement, puis une fois tous les dix ans. Ce suivi devra permettre : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'estimer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs ;</li><li>• d'étudier l'évolution de l'activité des chiroptères sur le site suite à la présence du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire, à savoir les périodes de concentration des chauves-souris en fonction des conditions météorologiques et de la probabilité de présence des chauves-souris...) ;</li><li>• de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et d'adapter, si nécessaire, les mesures correctives.</li></ul> Le protocole de suivi environnemental spécifique aux chiroptères doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce protocole fait l'objet d'une validation par les services de l'inspection des installations classées. Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> <b>1. Aménagement des éoliennes</b> L'exploitant déclare qu'un paysagiste intervient 3 à 4 fois par an pour entretenir et faucher les plates-formes situées à la base des éoliennes. <b>2. Restriction de fonctionnement - Cas de l'éolienne E8</b> Le suivi des périodes d'arrêt n'a pas été fonctionnel lors de l'inspection de 2016/2017. Les périodes d'arrêt n'ont pas été transmises, bien qu'un document attestant du bridage de l'éolienne E8 ait été transmis. <b>3. Suivi environnemental chiroptères</b> Le suivi environnemental réalisé en 2016/2017, transmis à l'inspection, confirme que le parc FOMA 2 respecte l'étude d'impact initiale, sans comportement d'effarouchement des chiroptères pendant la migration. Toutefois, deux chiroptères ont été retrouvés morts sous l'éolienne E9 de FOMA 2, et une mortalité de 12 chiroptères a été observée sous plusieurs éoliennes de FOMA 1. Ce constat soulève plusieurs interrogations, notamment en ce qui concerne la mesure de bridage de l'éolienne E8, qui n'a pas pu être vérifiée, ainsi que l'impact observé sur l'éolienne E9. En raison de la proximité des deux parcs et des résultats constatés, l'inspection demande d'étendre le suivi à l'ensemble du parc FOMA 2 afin d'obtenir une évaluation plus précise de la situation. Par ailleurs, elle propose la mise en place d'un Arrêté Préfectoral de Prescriptions Complémentaires pour évaluer la mortalité des chiroptères et appliquer les mesures correctives nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection de l'avifaune
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Aménagement des éoliennes</u></p> <p>Le sol autour des mâts d'éoliennes, dans un rayon minimal de 8 m, est recouvert à l'aide de calcaire concassé et tassé pour limiter le développement de végétation herbacée favorable aux micromammifères. L'emprise au sol des éoliennes (accès, plate-formes, délaissés autour du mât) est stabilisée et compactée.</p> <p>Sous le champ de rotation des pales des éoliennes (rayon de 100 m autour du mât), il est maintenu l'absence de végétation rudérale, de friche, de bandes ou d'ourlets enherbés en bordure de chemin.</p> <p><u>Suivi environnemental Avifaune</u></p> <p>Au moins une fois au cours des trois premières années d'exploitation du parc, puis tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental spécifique à l'avifaune. Ce suivi devra permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'estimer la mortalité de l'avifaune due à la présence des aérogénérateurs ;</li><li>• d'étudier l'évolution de l'activité de l'avifaune sur le site suite à la mise en exploitation du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire...);</li><li>• de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et de proposer les mesures correctives adaptées en cas d'impacts directs avérés.</li></ul> <p>Le protocole de suivi environnemental spécifique à l'avifaune doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce protocole fait l'objet d'une validation par les services de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Aménagement écologique</u></p> <p>Avant la mise en service du parc éolien, l'exploitant est tenu de mettre en place des éléments paysagers favorables à l'avifaune (jachères, bandes enherbées ou placettes) à une distance comprise entre 1,5 km et 10 km du parc éolien. Ces aménagements doivent couvrir au minimum 6 ha. Une convention sur une ou plusieurs exploitations est passée avec un ou plusieurs agriculteurs volontaires, ainsi qu'avec les communes ou collectivités territoriales, propriétaires ou gestionnaires des parcelles concernées pour assurer cet aménagement des mesures.</p> <p>La mise en place de ces éléments paysagers s'effectue de manière cohérente (corridors biologiques, présence d'axes de migration...), en prenant en compte les potentialités et les contraintes liées à la faune et à la flore du secteur situé autour du parc éolien.</p> <p>Ces mesures sont en place pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien. Un suivi naturaliste est réalisé afin de s'assurer du bénéfice écologique.</p> <p><u>Suivi spécifique - Busards</u></p> <p>Dès la mise en service du parc éolien, l'exploitant est tenu d'alimenter un fonds réservé aux actions de protection des busards nichant sur une période de 20 ans.</p> <p>Les actions concernent le repérage, le balisage voire le déplacement des nids en fonction de la réglementation et attentes des partenaires spécialisés. La mise en œuvre de cette mesure d'accompagnement n'est pas inférieure à celle mentionnée dans la demande d'autorisation d'exploiter.</p>

#### Suivi spécifique - Milan noir

Dès la mise en service du parc éolien, l'exploitant est tenu d'alimenter un fonds destiné à la préservation d'un ou plusieurs sites de reproduction du milan noir sur une période de 20 ans. Le ou les sites visés sont situés dans la Bassée de la vallée de l'Ardusson. La finalité de cette mesure est la préservation des terrains du nid, situés à proximité de l'étang, accueillant une ou plusieurs aires de cette espèce.

Un suivi naturaliste est réalisé afin de vérifier la présence de l'espèce sur site ainsi que son maintien. Des bilans sont établis à 5 ans, 10 ans et 20 ans après la mise en service du parc éolien.

La durée de cette mesure d'accompagnement n'est pas inférieure à celui mentionné dans la demande d'autorisation d'exploiter.

#### **Constats :**

##### **1. Aménagement des éoliennes**

Le sol autour du mât (E10) est recouvert de calcaire concassé et tassé. L'absence de végétation est maintenue sous le champ de rotation des pales, dans un rayon de 100 m autour du mât.

##### **2. Suivi environnemental Avifaune**

Le suivi 2016/2017 a révélé une mortalité de 2 chiroptères sous l'éolienne E9 et aucune mortalité d'avifaune. Le suivi 2021, basé sur le protocole de 2018, a couvert 60 % de la surface théorique et a montré une faible activité des chiroptères, sans mortalité.

##### **3. Aménagement écologique**

Les aménagements paysagers ont été réalisés, incluant des jachères et des bandes enherbées, dans un périmètre de 1,5 km à 10 km du parc (conventions + devis fournis). Un rapport de suivi spécifique sur les mesures de compensation, incluant le milan noir et autres rapaces, a été fourni, daté de 2021.

##### **4. Suivi spécifique - Busards**

Aucune anomalie n'a été constatée concernant le suivi des busards, et les actions de protection des nids n'ont pas nécessité d'intervention particulière.

##### **5. Suivi spécifique - Milan noir**

Le suivi pour la préservation du milan noir a été réalisé suivant un protocole établi par un bureau d'étude.

**Type de suites proposées :** Sans suite